

## CARGO en deux mots

Le Collectif d'Agitation pour un Revenu Garanti Optimal (CARGO) s'est constitué en mars 1994 lors du mouvement contre le SMIC-jeune. Pour la première fois les scolarisés se sont attaqués aux formes du salaire social, c'est à dire détaché de l'implication productive individuelle en entreprise. Il s'agit pour nous de contribuer aux débats et aux initiatives susceptibles de prolonger ce moment de refus. Les formes actuelles du salaire social, les diverses allocations existantes, leurs conditions d'attribution, la hiérarchie des salaires, sont à combattre comme autant de dispositifs arbitraires garantis par l'Etat.

En mars dernier la recomposition politique ponctuelle qui s'est opérée dans la rue a enfin mis sur le devant de la scène l'enjeu du salaire social. Des étudiants, rapidement rejoints par d'autres précaires ont clairement exprimé leur refus d'être réduits à de la main d'œuvre fonctionnelle au développement capitaliste. Cette rupture avec la passivité et la résignation a marqué la fin de l'hiver libéral. Elle a démontré que l'initiative capitaliste ne saurait avoir libre cours.

Le niveau élevé atteint par la socialisation de la production des richesses matérielles et sociales, le brouillage de l'ancienne frontière entre temps de travail et temps de vie, sont autant de tendances déterminantes pour une reprise de l'activité critique. Pari politique, nous pensons que l'auto-défense sociale contre l'exploitation du travail précaire constitue un préalable à la mise en oeuvre de formes d'auto-organisation, à une recomposition politique plus durable.

Pour contribuer à l'organisation des précaires nous nous apprêtons à publier un journal d'information et de débat. Dans le même temps nous tentons de réunir les moyens de sortir tracts, feuilles d'agitation et journaux muraux afin de participer directement aux luttes en cours et à venir.

Qu'il s'agisse de la remise en cause du statut d'intermittent du spectacle, seul statut qui reconnaisse la précarité du travail, exemple de dissociation du revenu et du travail, ou qu'il s'agisse du travail de formation effectué gratuitement et à leurs frais par les scolarisés, multiples sont les domaines de la production reposant sur le travail précaire. Bien que sous payé, dépourvu de modes d'organisation collective et aussi dissimulé soit-il par les discours à tonalité philanthropique sur l'exclusion, le travail précaire est devenu central pour un mode de produire en constante évolution. L'enchaînement de périodes de chômage, de temps de formation, de missions ponctuelles et de contrats à durée déterminée tend ainsi à devenir la norme de la condition salariale. C'est qu'en fait la production a connu une extraordinaire mutation. Elle repose désormais sur une intellectualisation, une disponibilité et une polyvalence du travail sans précédent. L'usine s'est diffusée à toute la société, le travail est désormais social.

Un des axes d'intervention du collectif sera d'appuyer les luttes de précaires, tant dans les entreprises que sur le terrain social. En entreprise, sous contrat à durée déterminée, en intérim, à temps partiel, en stage, les précaires sont le plus souvent trop vulnérables pour s'opposer de manière ouverte à l'exploitation. Nous tâcherons partout où cela sera possible de rendre publics des conflits qui se déroulent généralement dans l'ombre. Il faudra chercher ensemble comment aller au-delà des solutions individuelles déjà massivement pratiquées (démissions, piratage, perruque, etc...) comment agir au grand jour pour défendre nos intérêts.

Le phone marketing fournit un bon exemple de secteur de service à la grande rentabilité. Il emploie une main d'œuvre qualifiée, apte à la communication, une force de travail immatérielle. Pourtant la qualité du rapport de force des salariés ne s'y mesure qu'à leur aptitude à contrôler relativement (individuellement) leur mobilité, à opter pour des durées de travail ouvrant droit aux allocations ASSEDIC, les Allocations Formation Reclassement (AFR) par exemple. Un salaire direct faible, des conditions de travail stressantes dues à une organisation autoritaire sont le lot des salariés du secteur. Un collectif a démarré une activité d'enquête et d'agitation que nous nous efforcerons de soutenir. Cela ne constitue qu'un exemple parmi mille autres d'interventions possibles en entreprise. Celles ci auront lieu en fonction des initiatives des premiers concernés.

Sur un terrain plus directement social, le contrôle disciplinaire des différents allocataires que nous sommes tous appelés à être à un moment ou à un autre doit et peut être contré. En créant une permanence d'informations juridiques et sociales nous souhaitons faciliter la défense des cas individuels et leur éventuelle exemplarisation, mais aussi favoriser les rencontres entre ceux qui tentent d'impulser des luttes contre le travail et l'exploitation. La récente décision de la Caisse d'Allocations Familiales de Paris de procéder à des visites domiciliaires chez des allocataires du RMI ne peut laisser indifférent. Nous invitons ceux qui jugent nécessaire de s'opposer à cette politique à prendre contact avec nous pour envisager ensemble les moyens de le faire.

Autre projet, nous allons organiser une fête de soutien à prix libre afin de financer partiellement nos activités et, plus essentiellement, d'expérimenter un mode de rencontre et de sociabilité qui soit cohérent avec la perspective d'une vie libérée du travail salarié. Suggestions et contributions sont bienvenues. Le Collectif d'Agitation pour un Revenu Garanti Optimal (CARGO) s'est constitué en mars 1994 lors du mouvement contre le SMIC-jeune. Pour la première fois les scolarisés se sont attaqués aux formes du salaire social, c'est à dire détaché de l'implication productive individuelle en entreprise. Il s'agit pour nous de contribuer aux débats et aux initiatives susceptibles de prolonger ce moment de refus. Les formes actuelles du salaire social, les diverses allocations existantes, leurs conditions d'attribution, la hiérarchie des salaires, sont à combattre comme autant de dispositifs arbitraires garantis par l'Etat.

NDLR : à noter que le collectif s'est dissous en 1999.